

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Transports sanitaires pour le GHT Alliance de Gironde
(2 lots pour le CH de Libourne)**

N° du CCAP : 25FHPSLA113

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat.....	3
1.3 - Type d'accord-cadre	3
1.4 - Durée du contrat et reconduction	4
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande	4
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Prix	5
3.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	5
3.2 - Modalités de variation des prix.....	6
4 - Modalités de règlement des comptes.....	6
4.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	6
4.2 - Présentation des demandes de paiement.....	6
4.3 - Délai global de paiement.....	7
4.4 - Paiement des cotraitants	7
4.5 - Paiement des sous-traitants	7
5 - Conditions d'exécution des prestations.....	7
6 - Constatation de l'exécution des prestations	8
6.1 - Vérifications	8
6.2 - Décision après vérification.....	8
7 - Pénalités.....	8
7.1 - Pénalités de retard.....	8
Cadre des pénalités de retard	8
Niveaux de criticité :	9
7.2 - Autres pénalités spécifiques	9
8 - Garanties Financières	10
9 - Avance	10
10 - Développement durable.....	10
11 - Réalisation de prestations similaires	10
12 - Confidentialité et mesures de sécurité	11
13 - Protection des données à caractère personnel	11
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	11
15 - Assurances	11
16 - Résiliation du contrat	11
16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	11
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	12
17 - Règlement des litiges et langues	12
18 - Clauses complémentaires.....	12
19 - Dérogations	13

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Transports sanitaires pour le GHT Alliance de Gironde (2 lots pour le CH de Libourne)

La terminologie « transports sanitaires » désigne tout déplacement d'un patient dont le niveau d'autonomie ou l'état de santé nécessite la prise en charge par une équipe d'ambulancier à partir d'un service de soins jusqu'à l'arrivée vers un service destinataire, conformément à la mise en œuvre de l'article 80 de la LFSS 2017.

La prestation de transports sanitaires objet du marché inclut une prise en charge globale comprenant :

- Transports de patients en ambulances, assis professionnalisés, pédiatriques, ou bariatriques.
- L'accomplissement des démarches administratives inhérentes au déplacement des patients.
- La prise en charge du dossier médical dans le cadre du transport.
- La prise en charge des effets personnels ou de biens tels médicaments et dispositifs médicaux sans que cela n'occasionne un détour pour le prestataire (hormis la nécessité d'un passage par la pharmacie hospitalière du site d'hospitalisation, pour des traitements non disponibles en officine de ville).

L'accord-cadre s'exécute au profit du CH de Libourne dont les établissements sont listés dans l'annexe 1 du CCAP.

L'établissement support du GHT Alliance de Gironde est le CHU de Bordeaux. Il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque adhérent, Etablissement partie, doit suivre l'exécution de l'accord-cadre.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

L'accord-cadre s'exécute au profit du CH de Libourne

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots :

LOTS TRANSPORTS DES ETABLISSEMENTS DU GHT

Lots	Désignation
21	Transports en AMBULANCE de patients hospitalisés, prescrits par le CH de Libourne (Hors départ de l'UHCD de Sainte Foy la Grande)
22	Transports en AMBULANCE de patients, prescrits par le CH de Libourne au départ de l'UHCD de Sainte Foy la Grande

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à plusieurs opérateurs économiques.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaire. **Chaque lot aura un maximum de 5 attributaires.** La répartition des bons de commande est détaillé à l'article 1.5 Conditions d'attribution des bons de commandes.

1.4 - Durée du contrat et reconduction

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat (lisible sur l'AR de notification).

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de la date de notification au 04/07/2026. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. Ainsi, la seconde période commencera le 05/07/2026, la troisième période commencera le 05/07/2027.

La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, sera de la date de notification au 04/07/2028.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

L'accord-cadre est également reconduit tacitement et de manière anticipée dans l'hypothèse où le montant maximum de la période est atteint avant la fin de cette dernière.

1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande prendront la forme d'une demande de transport valant bon de commande.

Les demandes de transports valant bons de commande seront notifiées par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement.

Les titulaires se verront attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes :

- Les bons de commandes sont attribués en cascade : le pouvoir adjudicateur adresse les bons de commande au titulaire de l'accord-cadre, dont l'offre a été classée 1ère.
- En cas de défaillance de ce dernier, le bon de commande sera transmis au titulaire de l'accord-cadre, dont l'offre a été classée 2ème.
- De même, si celui-ci est dans l'incapacité d'honorer le bon de commande, ledit bon sera envoyé au titulaire de l'accord-cadre, dont l'offre aura été classée 3ème ; et ainsi de suite jusqu'au dernier titulaire.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes : Annexe 1 : Désignation des co- traitants et répartition des prestations. Annexe 2 : liste des comptables assignataires
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe 1 : Liste des Etablissements du GHT Alliance Gironde
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe : Annexe 1 : Consignes pour le transport de patients UHSI
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Mémoire technique (trame de mémoire technique complétée et les éventuels documents complémentaires).
- Les fiches de suivi des services et des fournisseurs sur les délais, horaires, lieux et autres

3 - Prix

3.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires fixés au BPU et selon les stipulations de l'acte d'engagement. En cas de frais supplémentaire (péages), le titulaire devra présenter le justificatif.

Les prix sont définis suivant des bornes horaires :

- De 8h01 à 20h en jour ouvré et le samedi de 8h01 à 12h
- Les samedis de 12h01 à 20h et les dimanches de 8h01 à 20h
- Nuits de 20h01 à 8h.

Ces bornes correspondent à :

- Pour un rendez-vous de consultation, examen ou séance : l'horaire de rendez-vous.
- Pour un retour de consultation, examen ou séance : l'horaire demandé de retour.
- Pour un transfert : l'horaire demandé de départ.

Les tarifs applicables sont décomposés ainsi :

- un prix forfaitaire correspondant à la prise en charge, ainsi que d'une indemnité kilométrique, tous deux variant en fonction de l'horodatage. **Les 3 premiers kilomètres sont inclus dans le forfait** de prise en charge.

Dans le cas d'un retour dans son service de départ d'un professionnel médico-soignant affecté par nécessité au transport, le montant du trajet retour du soignant correspond à 20 % du montant facturé pour le transport aller.

Aucun supplément pour prise en charge de bagage ne sera appliqué.

Un dédommagement correspondant à 10% du cout du transport est appliqué dans le cas d'un déplacement inutile : annulation du transport avec déplacement d'un véhicule adjudicataire ou patient ayant déjà quitté le service. Les déplacements inutiles sont intégrés à l'interface informatique des prestataires selon une traçabilité spécifique.

3.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire par l'application de la formule suivant :

Coefficient de révision =

$$\left(0,70 \times \frac{ICT - ST (n)}{ICT - ST (o)} \right) + \left(0,15 \times \frac{E (n)}{E(o)} \right) + \left(0,15 \times \frac{IPP - S(n)}{IPPS - S(o)} \right)$$

Lecture de la formule :

- Date de lecture des indices « o » : Pour la première révision : mois correspondant à la date d'établissement des prix du marché public, soit « mois zéro ». Pour les révisions suivantes : dernier indice utilisé pour révision de prix précédente.
- Date de lecture des indices "n" : Dernier indice connu à la date de la demande de révision

Les indices sont publiés au " bulletin officiel des statistiques «de l'INSEE.

Libellé de l'indice	Identifiant de l'indice	Lien INSEE
ICT-ST	Indice du coût du travail - Coût horaire - Transport et entreposage	Identifiant INSEE 010762008 https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010762008
E	Carburants et lubrifiants	Identifiant INSEE 001763655 https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001763655
IPP - S	Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Total HS – Ensemble des services	Identifiant INSEE 010546089 https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546089

Le titulaire enverra le coefficient appliqué et le nouveau bordereau de prix unitaire au moins 1 mois avant la date de révision. Dans le cas contraire, les anciens tarifs seront appliqués jusqu'à la prochaine révision. La demande de révision tarifaire doit être envoyée par mail avec accusé de réception / lecture à achat.p2h@chu-bordeaux.fr ou par courrier RAR Service Achats P2H, 12 rue Dubernat, 33400 TALENCE. Le titulaire enverra le détail du calcul (mois et valeur des indices).

Clause de sauvegarde : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier unilatéralement le marché sans que le fournisseur puisse prétendre à une indemnisation si la hausse des prix est supérieure à 10%.

4 - Modalités de règlement des comptes

4.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Il sera établi au minimum une facture par mois, à terme échu, reprenant l'ensemble des transports réalisés sur le mois.

4.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330565800019 (CH Libourne)

4.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

4.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

4.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

5 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, d'alerte et de recommandations vis-à-vis des établissements du GHT, ainsi qu'à une obligation de mise en garde. Il est tenu d'alerter les établissements du GHT en cas de situations susceptibles d'interrompre la continuité du service telles que les conditions météorologiques, les manifestations sociales bloquant le réseau routier, l'état du trafic ou les travaux sur les réseaux routiers, difficulté de stationnement ou de circulation dans l'enceinte de tout établissement.

Face à ces situations exceptionnelles, le titulaire est tenu de proposer des recommandations aux établissements du GHT afin d'assurer la continuité du service.

Le titulaire informe les établissements du GHT de toute difficulté au fur et à mesure où elles sont rencontrées ou dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du marché.

Pour le CHU de bordeaux, l'adresse mail suivante sera utilisée : reclamation.art80@chu-bordeaux.fr. Pour les autres établissements l'adresse mail / le service est à déterminer au début d'exécution du marché.

Le titulaire doit se référer aux conditions d'exécution décrites au CCTP.

6 - Constatation de l'exécution des prestations

6.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Frais de vérification :

Quels que soient les résultats des vérifications, les frais qu'elles entraînent sont à la charge du pouvoir adjudicateur de chaque établissement.

Par dérogation 27.2.2 du CCAG FCS la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications est la date d'exécution.

Contrôle du titulaire :

Le titulaire pourra faire l'objet d'un contrôle par les services du pouvoir adjudicateur de chaque établissement ou d'un tiers mandaté par lui. Ce contrôle pourra porter sur le respect des engagements contractuels souscrits par le titulaire ou de ses obligations légales et réglementaires.

Présence du titulaire :

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS le pouvoir adjudicateur de chaque établissement n'avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. L'absence du titulaire, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement des opérations de vérification.

Le pouvoir adjudicateur de chaque établissement effectue, au moment même de l'exécution des prestations, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples.

6.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur de chaque établissement notifie au titulaire dans un délai de 1 mois sa décision.

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, si aucune décision n'est notifiée, ces prestations sont réputées admises à l'expiration du délai de 1 mois (le point de départ du délai est la date d'exécution de la prestation).

L'exécution de chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

La prestation est considérée réalisée à compter de la réception de la prestation accompagnée du bordereau signé par les parties.

Pour le contrôle quotidien (notamment lié à la facturation et aux signalements) : le tableau mensuel récapitulatif des prestations, fourni par le titulaire est comparé avec les données informatiques des transports détenues par le pouvoir adjudicateur de chaque établissement. En l'absence d'écart, les prestations sont admises.

7 - Pénalités

7.1 - Pénalités de retard

Cadre des pénalités de retard

Pour une situation de retard du véhicule et ce quelles qu'en soient les causes, le prestataire contacte le service demandeur pour l'en informer et prendre les dispositions qui s'imposent pour minorer ce retard. Le transporteur précise le nouvel horaire d'arrivée au service demandeur. Le titulaire pourra informer le service par téléphone s'il le souhaite, cependant tout retard ou nouvel horaire devra être inscrit dans le logiciel pour assurer un bon suivi des prestations.

Pour un aller (Rendez-vous de consultation, examen ou séance). Une **tolérance de 15 minutes** est appliquée par rapport à l'horaire fixé du rendez-vous notifié dans la commande.

Page 8 sur 13

Pour un retour (Pour retour de consultation, examen ou séance). Une **tolérance de 60 minutes** est appliquée par rapport à l'horaire d'affectation du transport.

Pour un transfert (Vers d'autres établissements, HAD (domicile du patient), permission de sortie provisoire (48h) sur motif médical). Une **tolérance de 30 minutes** est appliquée par rapport à l'horaire de partance précisé dans la commande.

NB : pour les rajouts : si la demande de transport est faite 60 mn avant l'horaire (de confirmation, de rendez-vous ou de partance), une pondération de 60 mn est appliquée sur les retards pour les allers et les transferts.

Dans les situations suivantes, suite à un retard imputable au prestataire, le déplacement du prestataire concerné ne sera pas facturé:

- annulation de rendez-vous (consultation, examen, intervention),
- report de transfert d'une nuitée,
- report de sortie d'une nuitée.

En cas de signalement d'un retard émis par un secteur d'activité et ayant occasionné d'autres difficultés pour la prise en soins du patient : le caractère imputable ou non au prestataire sera étudié.

Niveaux de criticité :

Niveau 1 : Mineur

Pénalités : 0% du montant TTC du transport concerné

Motifs : Retard < 30 mn par rapport au délai toléré

Niveau 2 : Significatif

Pénalités tarifaires : 50% du montant TTC du transport concerné

Motifs : Retard entre 31 mn et 60 mn par rapport au délai toléré

Niveau 3 : Sévère

Pénalités tarifaires : 70% du montant TTC du transport concerné

Motifs : Retard > 60 mn par rapport au délai toléré

Les pénalités seront calculées et tracées grâce aux tableaux de suivi.

Les pénalités de retard ne pourront pas être appliquées les 2 premiers mois d'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est pas prévu d'exonération à l'application des pénalités de retard inférieures à 1 000 €

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

En cas de multiples motifs de pénalités pour un même transport, la pénalité la plus élevée est appliquée.

7.2 - Autres pénalités spécifiques

Niveau 3 : Sévère

Pénalités : 70% du montant TTC du transport concerné

Motifs : Mode de transport ne correspondant pas à la commande

Non prise en charge d'un transport sans motif pertinent

Non prise en charge des documents médicaux

Perte de documents

Absence ou non-conformité de traçabilité

Absence du matériel mentionné dans la commande

Dysfonctionnement du matériel embarqué

Non restitution du linge et de tout matériel appartenant à l'établissement de santé

Erreur d'identité du patient

Perte des affaires personnelles du patient

Patient déposé sans signalement de son arrivée au service d'accueil

Non prise en compte de la douleur du patient ayant entraîné son intensification

Annulation de l'examen

Annulation de l'admission en SSR pour retard à l'arrivée
Allongement du temps d'hospitalisation
Ré hospitalisation
Non-respect des règles d'hygiène ou d'asepsie
Personnel du prestataire non formé
Comportement inadapté des conducteurs
Non-respect du Code de sécurité routière ayant entraîné la mise en danger de personne
Véhicules non conformes

Niveau 4 : Critique

Pénalités tarifaires : Fonction de l'instruction du dossier par les instances compétentes.

Motifs : Tout comportement entraînant une plainte au pénal
Domage physique du patient

Les pénalités seront calculées et tracées grâce aux tableaux de suivi.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

En cas de multiples motifs de pénalités pour un même transport, la pénalité la plus élevée est appliquée.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

Aucune avance ne sera appliquée pour ce marché.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Le prestataire doit intégrer une démarche écoresponsable dans le cadre de l'exercice de sa mission. Ces mesures portent sur les actions visant à améliorer la performance en matière de protection de l'environnement notamment en termes d'équipements techniques mis en œuvre pour l'exécution des prestations (utilisation de véhicules propres, utilisation de produits issus de filières vertueuses par exemple) et de gestion des déchets produits lors de l'exécution des prestations (utilisation de filières de recyclage, gestion du tri par exemple).

11 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

12 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

13 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

Les personnels prestataires sont liés par l'obligation de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne le contenu du dossier médical, qu'ils pourront avoir entre leurs mains. Le dossier médical ne devra en aucun cas être remis aux patients, à leur entourage, ni être consulté lors du transport.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire n'aura droit à aucune indemnité de résiliation.

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont les suivantes :

Le présent marché pourra être résilié à tout moment par l'établissement aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et avec exécution des prestations à ses frais et risques jusqu'au terme prévu du marché :

- En cas de retards manifestes et répétés ;
- En cas de manquements graves et fréquents aux dispositions des cahiers des charges (notamment le fait de ne pas prévenir d'éventuels retards dans la prise en charge du patient).

Une mise en demeure pour mise en conformité assortie d'un délai d'exécution aura été préalablement notifiée au titulaire. Si cette mise en demeure est restée infructueuse, la décision de résiliation interviendra après que le titulaire ait été informé de la décision envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de 1 mois jours.

Le marché pourra par ailleurs être résilié pour faute du titulaire sans mise en demeure du titulaire dès lors que celui-ci perd en cours d'exécution du contrat le droit d'exercer sa profession (cas du retrait définitif de l'agrément ou des autorisations d'exercer par exemple), ou ne répond plus aux conditions d'exercice de son activité telles que définies dans les codes et textes en vigueur.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière. Ceci n'exclut pas la possibilité pour les candidats titulaires ou pour le Pouvoir Adjudicateur de saisir des comités consultatifs de règlement amiable des litiges. Si une solution amiable n'était pas trouvée, le recours à une juridiction s'impose

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

18 - Clauses complémentaires

Le titulaire du marché s'engage à informer sans délai l'établissement de toutes les modifications affectant l'agrément qui lui a été délivré par l'agence régionale des produits de santé ou, s'agissant des entreprises de taxis, affectant la convention les liant aux caisses d'assurance maladie.

INAPPLICABILITE DE LA CLAUSE "NON-ADIMPLETI CONTRACTUS"

En aucun cas, et pour quelque motif que ce soit, les litiges entre un établissement et le titulaire du marché ne pourront être avancés comme justifiant la suspension, même temporaire, des prestations prévues au présent marché.

19 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 27.2.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 6.2 du CCAP déroge à l'article 30.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 7.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 7.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 7.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services